

visées aux articles 275<sup>1</sup>, 275<sup>5</sup>, 275<sup>8</sup> à 275<sup>10</sup> et 275<sup>12</sup> du Code des impôts sur les revenus 1992.

La dispense de versement du précompte professionnel visée à l'article 6 ne peut pas être appliquée au précompte professionnel qui est retenu complémentaiement en sus du minimum réglementaire du précompte professionnel dû.

**Art. 8.** Le Roi fixe les modalités pour la demande de l'application du présent chapitre et la manière d'apporter la preuve que les conditions d'application du présent chapitre sont remplies.

**Art. 9.** Le titre VII du Code des impôts sur les revenus 1992 et le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales sont applicables à la dispense de versement du précompte professionnel visée au présent chapitre.

**Art. 10.** Le présent chapitre entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Le présent chapitre s'applique aux heures prestées en tant que travailleur occasionnel dans la fruiticulture ou la culture maraîchère au cours de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 31 décembre 2023.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre van Financiën,

V. VAN PETEGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. VAN TIGCHELT

—  
Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))

Documents : K55-3568

Compte rendu intégral : 26 octobre 2023.

275<sup>8</sup> tot 275<sup>10</sup> en 275<sup>12</sup> van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde vrijstellingen van doorstorting van bedrijfsvoorheffing

De in artikel 6 bedoelde vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing kan niet worden toegepast op de bedrijfsvoorheffing die aanvullend bovenop de bedrijfsvoorheffing die reglementair minimaal verschuldigd is, wordt gehouden.

**Art. 8.** De Koning bepaalt de nadere regels voor de aanvraag van de toepassing van dit hoofdstuk en de manier waarop het bewijs wordt geleverd dat aan de voorwaarden voor de toepassing van dit hoofdstuk is voldaan.

**Art. 9.** Titel VII van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen zijn van toepassing op de in dit hoofdstuk bedoelde vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing.

**Art. 10.** Dit hoofdstuk treedt in werking op de dag waarop deze wet wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Dit hoofdstuk is van toepassing op de uren die als gelegenheidsarbeider in de fruit- of groenteteelt worden gepresteerd in de periode vanaf 1 juli 2023 tot en met 31 december 2023.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 november 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Financiën,

V. VAN PETEGHEM

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

P. VAN TIGCHELT

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))

Stukken : K55-3568

Integraal verslag: 26 oktober 2023.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2023/46968]

**8 NOVEMBRE 2023.** — Arrêté royal relatif à la dispense temporaire de versement du précompte professionnel visée au chapitre 3 de la loi du 8 novembre 2023 portant des mesures pour soutenir les travailleurs occasionnels dans l'agriculture et l'horticulture

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 novembre 2023 portant des mesures pour soutenir les travailleurs occasionnels dans l'agriculture et l'horticulture, les articles 8 et 9 ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 312 modifié par la loi du 28 mars 2022 ;

Vu l'arrêté royal du 20 mai 2022 relatif au contrôle administratif, budgétaire et de gestion, l'article 6 ;

Considérant que le présent arrêté est une simple exécution d'une réglementation législative existante et n'a en soi aucune influence supplémentaire sur les recettes de l'Etat et ne peut entraîner des dépenses nouvelles ;

Que par conséquent l'accord préalable de la Secrétaire d'Etat au Budget n'est pas nécessaire ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup> ;

Vu l'urgence ;

Considérant :

- que le salaire horaire fixé par CCT sectorielle pour les travailleurs occasionnels dans la fruiticulture et la culture maraîchère a été augmenté à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023 ;

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2023/46968]

**8 NOVEMBER 2023.** — Koninklijk besluit met betrekking tot de tijdelijke vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing als bedoeld in hoofdstuk 3 van de wet van 8 november 2023 houdende maatregelen tot ondersteuning van de gelegenheidsarbeiders in de land- en tuinbouw

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 november 2023 houdende maatregelen tot ondersteuning van de gelegenheidsarbeiders in de land- en tuinbouw, de artikelen 8 en 9 ;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 312, gewijzigd bij de wet van 28 maart 2022 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 mei 2022 betreffende de administratieve, begrotings- en beheerscontrole, artikel 6 ;

Overwegende dat dit besluit een loutere uitvoering van een bestaande wettelijke regeling is en op zich geen bijkomende invloed heeft op de ontvangsten van de Staat, noch nieuwe uitgaven kan doen ontstaan ;

Dat het akkoord van de Staatssecretaris voor Begroting bijgevolg niet vereist is ;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1 ;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ;

Overwegende :

- dat het bij sectorale cao vastgelegde uurloon voor gelegenheidsarbeiders in de fruit- en groenteteelt is verhoogd vanaf 1 juli 2023 ;

- que le gouvernement fédéral compense temporairement le surcoût dû à cette augmentation salariale par le biais d'une dispense de versement du précompte professionnel d'un montant de 1,23 euro par heure ;

- que le présent arrêté est applicable aux rémunérations pour les heures prestées en tant que travailleur occasionnel dans la fruiticulture et la culture maraîchère à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023 ;

- que la compensation doit pouvoir être octroyée le plus rapidement possible aux employeurs concernés ;

- que le présent arrêté doit donc être pris d'urgence ;

Sur proposition du ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les employeurs visés à l'article 4 de la loi du 8 novembre 2023 portant des mesures pour soutenir les travailleurs occasionnels dans l'agriculture et l'horticulture doivent, pour la période au cours de laquelle ils ont payé ou attribué des rémunérations à des travailleurs occasionnels dans la fruiticulture ou la culture maraîchère pour lesquelles ils ne doivent pas verser au Trésor une partie du précompte professionnel dû en application du chapitre 3 de la loi précitée, remettre deux déclarations distinctes en matière de précompte professionnel selon la distinction reprise à l'article 2.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** La première déclaration au précompte professionnel se rapporte aux rémunérations payées ou attribuées à tous les travailleurs et elle contient les mentions spécifiques suivantes :

a) dans le cadre "revenus imposables" : les rémunérations imposables payées ou attribuées par l'employeur pour cette période ;

b) dans le cadre "précompte professionnel dû" : le précompte professionnel retenu.

§ 2. La deuxième déclaration au précompte professionnel se rapporte exclusivement aux rémunérations des travailleurs occasionnels dans la fruiticulture ou la culture maraîchère pour lesquelles une partie ou la totalité du précompte professionnel dû ne doit pas être versée au Trésor et elle contient les mentions spécifiques suivantes :

a) dans le cadre "nature des revenus" : le code 76 ;

b) dans le cadre "revenus imposables" : le nombre d'heures prestées en tant que travailleur occasionnel dans la fruiticulture ou la culture maraîchère durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 31 décembre 2023 pour lesquelles des rémunérations sont payées pour la première fois durant la période de déclaration concernée ;

c) dans le cadre "précompte professionnel dû" : un montant négatif égal au nombre d'heures mentionnées dans le cadre "revenus imposables" multiplié par 1,23 euro par heure, le cas échéant limité au précompte professionnel disponible.

Lorsque, conformément à l'article 90 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, le débiteur du précompte professionnel n'est tenu de déposer qu'une déclaration trimestrielle au précompte professionnel, le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, c, est déterminé en calculant la dispense par mois et en la limitant, le cas échéant, au précompte professionnel disponible pour ce mois, puis en additionnant les montants ainsi obtenus pour les trois mois du trimestre en question.

**Art. 3.** Comme preuve de leurs déclarations au précompte professionnel, les redevables du précompte professionnel visés à l'article 1<sup>er</sup> doivent tenir les documents suivants à la disposition de l'administration :

1° des documents qui démontrent que l'employeur relève de la commission paritaire pour les entreprises horticolas et que son activité principale est la fruiticulture ou la culture maraîchère ;

2° une liste nominative contenant pour chaque travailleur occasionnel :

- l'identité complète du travailleur occasionnel ainsi que, selon le cas, son numéro national ou son numéro d'identification bis attribué par la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale ;

- le montant des rémunérations brutes imposables payées ou attribuées au travailleur occasionnel ;

- le montant du précompte professionnel retenu sur ces rémunérations ;

- le nombre total d'heures prestées en tant que travailleur occasionnel dans la fruiticulture ou la culture maraîchère et pour lesquelles des rémunérations sont payées ou attribuées pour la première fois au cours du mois concerné.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023.

- dat de federale overheid de meerkost ingevolge die loonsverhoging tijdelijk compenseert via een vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing ten bedrage van 1,23 euro per uur;

- dat dit besluit van toepassing is op de bezoldigingen voor de uren die als gelegenheidsarbeider in de fruit- en groenteteelt worden gepresteerd vanaf 1 juli 2023;

- dat de compensatie zo snel mogelijk moet kunnen worden verleend aan de betrokken werkgevers;

- dat dit besluit dus dringend moet worden getroffen;

Op voordracht van de minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

**Artikel 1.** De werkgevers als bedoeld in artikel 4 van de wet van 8 november 2023 houdende maatregelen tot ondersteuning van de gelegenheidsarbeiders in de land- en tuinbouw moeten voor de periode waarin zij bezoldigingen hebben betaald of toegekend aan gelegenheidsarbeiders in de fruit- of groenteteelt waarvoor zij een deel van de verschuldigde bedrijfsvoorheffing in toepassing van hoofdstuk 3 van de voormelde wet niet in de Schatkist moeten storten, twee afzonderlijke aangiften in de bedrijfsvoorheffing overleggen volgens het in artikel 2 vermelde onderscheid.

**Art. 2. § 1.** De eerste aangifte in de bedrijfsvoorheffing heeft betrekking op de aan al de werknemers betaalde of toegekende bezoldigingen en bevat de volgende specifieke vermeldingen:

a) in het vak "belastbare inkomsten": de door de werkgever voor die periode betaalde of toegekende belastbare bezoldigingen;

b) in het vak "verschuldigde bedrijfsvoorheffing": de ingehouden bedrijfsvoorheffing.

§ 2. De tweede aangifte in de bedrijfsvoorheffing heeft uitsluitend betrekking op de bezoldigingen van gelegenheidsarbeiders in de fruit- of groenteteelt waarvoor een deel of het geheel van de verschuldigde bedrijfsvoorheffing niet in de Schatkist moet worden gestort en bevat de volgende specifieke vermeldingen:

a) in het vak "aard der inkomsten": de code 76;

b) in het vak "belastbare inkomsten": het aantal uren gepresteerd als gelegenheidsarbeider in de fruit- of groenteteelt in de periode van 1 juli 2023 tot en met 31 december 2023 waarvoor in de betrokken aangifteperiode voor het eerst bezoldigingen worden betaald of toegekend;

c) in het vak "verschuldigde bedrijfsvoorheffing": een negatief bedrag gelijk aan het aantal in het vak "belastbare inkomsten" vermelde aantal uren vermenigvuldigd met 1,23 euro per uur, desgevallend beperkt tot de beschikbare bedrijfsvoorheffing.

Wanneer de schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing er overeenkomstig artikel 90 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 slechts toe gehouden is om per kwartaal een aangifte in de bedrijfsvoorheffing in te dienen, wordt het in het eerste lid, c, bedoelde bedrag bepaald door de vrijstelling per maand te berekenen en desgevallend te beperken tot de voor die maand beschikbare bedrijfsvoorheffing en vervolgens de aldus bekoemen bedragen voor de drie maanden van het betrokken kwartaal op te tellen.

**Art. 3.** Ter staving van hun aangiften in de bedrijfsvoorheffing moeten de in artikel 1 vermelde schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing de volgende documenten ter beschikking houden van de administratie:

1° documenten die aantonen dat de werkgever ressorteert onder paritair comité voor het tuinbouwbedrijf en zich in hoofdzaak bezighoudt met fruitteelt of groenteteelt;

2° een nominatieve lijst met daarin per maand voor elke gelegenheidsarbeider:

- de volledige identiteit van de gelegenheidsarbeider alsmede, naar gelang het geval, zijn nationaal nummer of bis-identificatienummer toegekend door de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

- het bedrag van de aan de gelegenheidsarbeider betaalde of toegekende bruto belastbare bezoldigingen;

- het bedrag van de op die bezoldigingen ingehouden bedrijfsvoorheffing;

- het totaal aantal uren gepresteerd als gelegenheidsarbeider in de fruit- of groenteteelt waarvoor in de betrokken maand voor het eerst bezoldigingen worden betaald of toegekend.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op de datum van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* en is van toepassing op de vanaf 1 juli 2023 betaalde of toegekende bezoldigingen.

**Art. 5.** Le ministre qui a les Finances dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
V. VAN PETEGHEM

**Art. 5.** De minister die bevoegd is voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 november 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
V. VAN PETEGHEM

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE**

[2023/205834]

**5 NOVEMBRE 2023. — Loi portant des dispositions diverses relatives au travail (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition introductive*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Employabilité du travailleur sur le marché de l'emploi*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Modifications de la loi du 7 avril 2019 relative aux dispositions sociale de l'accord pour l'emploi

**Art. 2.** L'article 20 de la loi du 7 avril 2019 relative aux dispositions sociale de l'accord pour l'emploi est abrogé.

**Art. 3.** L'article 34 de la même loi est abrogé.

*Section 2.* — Modification de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés

**Art. 4.** Dans l'article 38 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, le paragraphe 3<sup>vicies</sup>, inséré par la loi du 7 avril 2019, est abrogé.

CHAPITRE 3. — *Groupements d'employeurs*

**Art. 5.** Dans l'article 186, alinéa 3, de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, remplacé par la loi du 5 mars 2017, les mots "article 187, alinéa 6" sont remplacés par les mots "article 187, § 2, alinéa 3".

**Art. 6.** L'article 187 de la même loi, remplacé par la loi du 5 mars 2017, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 187. § 1<sup>er</sup>. Pour bénéficier d'une autorisation visée à l'article 186, le groupement d'employeurs doit être constitué sous la forme juridique:

- soit d'une association sans but lucratif tel que prévu dans la Partie 3, Livre 9, du Code des sociétés et des associations du 23 mars 2019;
- soit d'une société en nom collectif tel que prévu dans la Partie 2, Livre 4, du Code des sociétés et des associations du 23 mars 2019.

En outre, le groupement d'employeurs doit avoir pour objet social unique la mise de travailleurs à la disposition de ses membres.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, et après avis du Conseil national du Travail, permettre au groupement d'employeurs, pour l'application de la présente loi, d'avoir d'autres objets que la mise de travailleurs à la disposition de ses membres.

§ 2. Le groupement d'employeurs ne peut occuper plus de cinquante travailleurs.

Le Roi peut, sur avis du Conseil national du Travail, augmenter ce seuil.

En cas d'augmentation du seuil visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le ministre du Travail peut demander, s'il l'estime nécessaire, l'avis du Conseil national du Travail en vue de l'autorisation visée à l'article 186.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID**

[2023/205834]

**5 NOVEMBER 2023. — Wet houdende diverse arbeidsbepalingen (1)**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Inzetbaarheid van de werknemer op de arbeidsmarkt*

*Afdeling 1.* — Wijzigingen van de wet van 7 april 2019 betreffende de sociale bepalingen van de jobsdeal

**Art. 2.** Artikel 20 van de wet van 7 april 2019 betreffende de sociale bepalingen van de jobsdeal wordt opgeheven.

**Art. 3.** Artikel 34 van dezelfde wet wordt opgeheven.

*Afdeling 2.* — Wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers

**Art. 4.** In artikel 38 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers wordt paragraaf 3<sup>vicies</sup>, ingevoegd bij de wet van 7 april 2019, opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Werkgeversgroeperingen*

**Art. 5.** In artikel 186, derde lid, van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, vervangen bij de wet van 5 maart 2017, worden de woorden "artikel 187, zesde lid" vervangen door de woorden "artikel 187, § 2, derde lid".

**Art. 6.** Artikel 187 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 5 maart 2017, wordt vervangen als volgt:

"Art. 187. § 1. Om te kunnen genieten van een toelating als bedoeld in artikel 186, moet de werkgeversgroepering de rechtsvorm hebben van:

- hetzij een vzw zoals bedoeld in Deel 3, Boek 9, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen van 23 maart 2019;
- hetzij een vennootschap onder firma zoals bedoeld in Deel 2, Boek 4, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen van 23 maart 2019.

Daarnaast moet de werkgeversgroepering het ter beschikking stellen van werknemers aan zijn leden als enig maatschappelijk doel hebben.

De Koning kan bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de Nationale Arbeidsraad voor de toepassing van deze wet toestaan dat de werkgeversgroepering andere doelen heeft dan het ter beschikking stellen van werknemers aan haar leden.

§ 2. De werkgeversgroepering mag niet meer dan vijftig werknemers tewerkstellen.

De Koning kan, op advies van de Nationale Arbeidsraad, deze drempel verhogen.

In geval van verhoging van de in het eerste lid bedoelde drempel kan de minister van Werk, zo hij dit nodig acht, het advies van de Nationale Arbeidsraad inwinnen met het oog op het geven van de in artikel 186 bedoelde toelating.